Le débat public « Penly et EPR2 »

Présentation au HCTISN – 8 mars 2023

De quoi devait-on débattre ?

- Un projet de 2 EPR2 à Penly, dans le cadre d'un programme de 6 EPR2
- Avant la loi (LPEC : été 2023) et la PPE révisée
- En parallèle à la concertation gouvernementale annoncée sur la politique énergétique

La préparation du débat

- Nombreuses auditions, et travail constructif avec EDF et RTE
- Structuration du débat :
 - Quels besoins ?
 - Quels arguments techniques ? (REX Fla3, choix de l'EPR2, déchets)
 - Quels prérequis et quels impacts (emploi, environnement, aménagement du territoire, etc.)
 - Les aspects transversaux : Economie , risques, prise de décision)
 - Modalités : temps forts, et nombreuses autres modalités
- Accueil positif des « parties prenantes » (de la SFEN à SDN et GP)

Les trois premiers mois

- Des temps forts animés mais sans difficulté particulière en séance
- Des tensions fortes dans le suivi en ligne, en mode « réseaux sociaux »
 - La mise en cause de la partialité de la CPDP
 - Les « faits » et les « opinions »
 - Les demandes de « fact checking instantané en séance.

Fin janvier 2023

- Le vote au Sénat du projet de loi sur l'accélération des procédures (23/01/2023)
- L'annonce du Conseil de politique nucléaire du 03/02/23
 - => réactions fortes des ONG anti nucléaires, départ de SDN et GP, communiqué de FNE.
- Blocages des réunions de Lille (26/01) et Lyon (02/02) par des groupes autonomes anti-nucléaires, contre l'avis des ONG organisées.

La décision CNDP du 7 février et la fin du débat (27 février)

- Poursuite du débat dans le cadre prévu (cloture au 27/02, compte-rendu et bilan dans les formes habituelles)
- Modification des modalités des 3 dernières semaines :
 - Concentration sur la participation du public à la gouvernance des projets nucléaires
- Mise en œuvre :
 - Séminaire du 27/02, après recueil d'avis sur la plateforme et contributions des parties prenantes et groupes divers sur la question posée par la CNDP

Constat 1 : un climat rude...

- Critiques sévères (réseaux sociaux, et « Les Voix du nucléaire ») sur la partialité de la CPDP
- Critiques sévères (idem) sur la non évacuation des manifestants de Lille et Lyon
- Attaques de presse peu dignes (G Woessner, G Rouquette)
- Soutien des parties prenantes hors Voix du Nucléaire, mais indifférence assez large du gouvernement et des élus (autres sujets d'actualité : retraites, etc...)

Constat 2 : quelques étonnements

Un grand écart entre

- Les « temps forts » : expression très clivées des parties prenantes, peu d'expression du public non spécialiste, peu de dialogue
- Les autres modalités (étudiants, panel citoyen, ATD 1/4 monde, CRJ, ...) : très ouvertes, constructives, actives
- Un moment de dialogue constructif, non clivé, entre parties prenantes :
 - Les deux séminaires sur l'économie, 17 et 24/01/23
- Dans le séminaire du 27/02, des avis très tranchés :
 - Pour la participation : c'est un droit, c'est important, etc.
 - Contre la participation : c'est trop technique, trop complexe, décision politique, ...

Et pour le reste :

- A suivre dans le compte-rendu du débat...

Merci de votre attention